

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1985)
Heft: 760

Artikel: Horlogerie : l'angelus de Milliet
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017488>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'Angelus de Milliet

M. F. Milliet, président du conseil d'administration de la société horlogère née de la fusion SSIH-ASUAG, consacrait la moitié de son temps à cette activité; l'autre, à l'entreprise pharmaceutique dont il est le PDG. A l'heure de sa Swatch, une aspirine tous les deux jours! Selon toute vraisemblance, il sera condamné à l'aspirine tous les jours; on lui cherche un successeur, car l'horlogerie suisse devrait changer de propriétaires, les nouveaux maîtres amenant leur personnel dirigeant.

M. Arnold, ancien patron de la Migros, a été présenté et a accepté. C'est un homme de caractère; il a développé le secteur non-food de la Migros et, s'étant cassé la jambe, il a profité de son immobilité pour s'initier à l'informatique, sur laquelle il a écrit un livre. Bonne préparation donc pour affronter ce terrain glissant: puisse-t-il ne pas s'y casser l'autre jambe.

De toute façon, vu ses engagements actuels (président du conseil d'administration de Migros, président et administrateur-délégué du Kongresshaus de Zurich, vice-président des CFF où il préside la commission planification et investissements, conseil d'administration de Swissair, président de Reederi, d'Hotelplan et de la Fondation Signal de Bougy; on le trouve aussi à Electrona, au groupe Schmidheiny, à Eternit et auprès d'associations d'intérêt public, Centre paraplégique, Pro Infirmitis, notamment), de toute façon donc, même avec des allègements, M. Arnold ne pourra consacrer à l'horlogerie qu'un mi-temps.

Certes, un président, c'est un coordinateur, un homme de décision, un entraîneur. Curieux tout de même qu'on en ait fait et qu'on veuille en faire dans l'horlogerie, une fonction à mi-temps.

M. Arnold a 63 ans. La reprise du groupe, vu les sommes en jeu, se fera par étapes: pas de majorité nouvelle avant 1987! M. Arnold, engagé, se donne cinq ans pour réussir. La moitié de son mandat serait donc en porte-à-faux. On comprend donc qu'il ait mis les points sur les «i».

QUE VEULENT LES BANQUES?

Depuis 1983, les banques détiennent le 98% du capital social (300 millions) du groupe. A en juger par les résultats et les chiffres d'exportation, des progrès ont été enregistrés. Pourquoi donc cette hâte à se dessaisir de cette entreprise à convalescence encore fragile?

L'explication la plus vraisemblable: c'est que les banques ne veulent plus financer, avec de nouveaux capitaux, les investissements encore nécessaires. Comme prêteurs, peut-être. Mais la casquette à double fond d'actionnaire majoritaire et de banquier est lourde, trop lourde à porter. D'où le délestage.

Mais pourquoi dans de si mauvaises conditions? Voyez les indiscretions calculées, voyez la mise en cause de la gestion d'Omega dont on ne sait si elle

est l'objet de règlements de comptes internes ou d'un marchandage avec les acheteurs éventuels. Certes, la facture est lourde pour les acheteurs. La prise de majorité, autour de 50% du capital social, représente quelque 200 millions: pas à la portée de n'importe qui! D'où la nécessité de regrouper les investisseurs (Burroughs, Metteler, Schmidheiny, Hilti). D'où le rôle confus du bureau Hayek, dont on ignore s'il est expert ou intermédiaire, ou associé des acheteurs. Et un arrière-plan de jeunes loups désireux de passer des exercices de caisse à sable aux manœuvres sur un terrain grandeur nature.

Lors de l'intervention de 1983, les banques, notamment leurs leaders, la SBS et l'UBS, ont fait valoir leur rôle de sauveteurs. Ce rôle de saint-bernard a été une des images auréolées d'avant le vote sur l'initiative bancaire.

Aujourd'hui, terminé, le gobelet de rhum. On joue à grosses mises autour du tapis vert.

On voit, comme dans un film, les joueurs, les jokers, les millions.

Mais on ne voit pas: les travailleurs, les syndicats, les régions et les cantons.

A. G.

EN BREF

Question délicate: y a-t-il une parenté entre l'attitude des électeurs bernois il y a quelques mois à l'égard de l'achat d'un immeuble pour abriter des réfugiés et le référendum contre la construction d'un bâtiment pour l'école de langue française? Le prétexte dans les deux cas est le même: le projet est trop coûteux. Mais la réaction s'arrête-t-elle vraiment là?

* * *

Anny Klawa-Morf vient de fêter son 91^e anniversaire. La rédaction féminine de l'émetteur culturel bernois «Radio Förderband» lui a consacré une émission. Pendant près de deux heures, beaucoup de souvenirs, évocations d'une vie consacrée à

l'émancipation des travailleurs. A ce propos, combien reste-t-il de Suisses qui ont mangé des spaghetti avec Mussolini et qui ont fréquenté le ménage Lénine? C'est le cas, étonnant, d'Anny Klawa. Rappelons pour l'occasion que Mussolini, rédacteur à l'«Avanti», était un des orateurs à la fête zurichoise du 1^{er} mai 1913.

* * *

«Au fait», une nouvelle émission de la Télévision suisse alémanique avec téléphones des auditeurs sur le modèle de «Table ouverte», de la Télévision romande, vient de consacrer son émission du 20 janvier aux méthodes toujours plus agressives des œuvres d'entraide à la recherche de fonds. Le sujet est très actuel en Suisse puisque c'est le pays le plus généreux, paraît-il.